

Les pays du Sud face à l'onde de choc

Promouvoir une intégration régionale

La crise financière est une crise profonde du capitalisme et de l'idéologie néolibérale. Tout nécessaire qu'elle soit, une meilleure régulation des acteurs ne suffira pas. Yash Tandon, directeur du South Centre¹, appelle les pays du Sud à se déconnecter de manière sélective du système économique mondial et à développer une architecture financière à l'échelle régionale. Il est temps également de convoquer une nouvelle conférence de Bretton Woods.

Interrogé par le Congrès, Alan Greenspan – gouverneur de la Réserve fédérale américaine pendant 18 ans – a reconnu récemment qu'il y avait « une faille dans le libre-échangeisme ». Le député Henry Waxman lui a alors demandé, implacable : « Vous voulez dire que votre vision du monde, votre idéologie, était erronée, qu'elle ne fonctionnait pas ? » Et Alan Greenspan de répondre : « C'est exact. C'est pourquoi j'ai été sous le choc, car pendant plus de 40 ans, j'ai eu des preuves évidentes qu'elle marchait parfaitement »². Alan Greenspan a le mérite d'être honnête, ce qu'on ne peut pas dire des centaines d'idéologues regroupés autour de quelques-unes des meilleures universités du Nord et du Sud, ni des économistes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), cloîtrés dans leurs sanctuaires.

Crise du système

Si Alan Greenspan avait consulté de meilleurs économistes, il ne serait pas sous le « choc ». Ceux-ci lui auraient montré la réalité cachée par la théorie. Il aurait vu que la phase actuelle du *capitalisme financiarisé* – où la finance prime sur la production et où les marchés des matières premières font l'objet de spéculations incontrôlées – conduit l'économie mondiale droit dans le mur. Contrairement à ce qu'affirme la déclaration du G20³, la crise des prêts hypothécaires à risque qui a éclaté aux Etats-Unis et s'est étendue au monde entier via des montages de titres interbancaires faussement garantis, n'est pas simplement le résultat des « graves perturbations des marchés ». Elle découle de la logique interne du système, qui crée une surproduction de capitaux fictifs, virtuels et spéculatifs, en quête de gains maximaux à court terme. Elle est d'autant plus grave que les dirigeants du Nord et

des capitales financières ont clairement démontré qu'ils n'en comprennent pas entièrement la nature ni ne savent vraiment ce qu'il faut faire.

Découplage sélectif

La crise financière actuelle n'est donc pas une crise cyclique ordinaire, mais une crise profonde et endémique du capitalisme. Un simple rafistolage à base de régulation des acteurs, de mesures anticycliques et de renforcement du Fonds monétaire international (FMI) – comme le propose le G20 – ne parviendra pas à la résoudre. En ce sens, les institutions de Bretton Woods font partie du problème, et non de la solution. Ce n'est pas en y injectant de l'argent pour pallier son manque de liquidités qu'on pourra restaurer la légitimité du FMI aux yeux des millions de personnes qui ont subi, depuis presque 30 ans, les conséquences de ses désastreuses recommandations politiques. C'est pourquoi il faut espérer que les grands pays du Sud refuseront de participer au renflouage du FMI. Si cela devait arriver, ce serait la plus grande farce de notre époque, une parodie de l'Histoire. Cela reviendrait pour les pays du Sud à se jeter dans la gueule du loup.

Alors, quelles solutions pour et par les pays du Sud ? *Premièrement*, ils devraient tirer les leçons de l'aveu d'Alan Greenspan sur les défaillances du système. Leurs dirigeants ont accepté pendant trop longtemps les recettes néolibérales comme remèdes à la pauvreté et à leurs problèmes. Le moment est enfin venu de laisser le fantôme d'Adam Smith reposer en paix et de sortir du paradigme économique dominant. Les gouvernements américain et européens le reconnaissent d'ailleurs implicitement, qui font aujourd'hui marche arrière, régentent à nouveau les banques et nationalisent même certaines d'entre elles. Le Sud

ne doit pas oublier qu'en 1997, pendant la crise financière asiatique, le premier ministre malaisien de l'époque, Mahathir Mohamed, avait appelé à un plus grand contrôle international des fonds de placements spéculatifs, tel le Quantum Fund dirigé par George Soros. Les « experts » des pays du Nord l'avait traité de « fou ». Pourtant, Mahathir Mohamed a sauvé son pays des prescriptions du FMI, qui ont ruiné les économies de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la Corée du Sud.

Deuxièmement, la crise des prêts hypothécaires à risque montre qu'il est impératif pour le Sud de s'éloigner des effets de contagion des marchés financiers et spéculatifs du Nord, car ceux-ci sont encore plus dangereux pour lui que les termes de l'échange inégaux. L'effondrement du système financier occidental a eu des effets moindres sur les pays en développement qui étaient en partie dissociés du système. Les dirigeants du Sud qui ont cru et continuent de penser qu'il n'y a pas d'autre choix que d'intégrer la mondialisation doivent revoir leur position. L'avenir est, au contraire, à un découplage sélectif de leurs économies par rapport au système économique mondial. Cela, au profit d'une intégration régionale accrue.

Architecture régionale

De fait, les principales institutions de financement du développement et de protection contre les crises des marchés devraient être régionales. Ainsi, les banques régionales d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes devraient, par exemple, suivre de près l'évolution du *Banco del Sur* en Amérique latine. Dans cette perspective, le ministre de la politique économique de l'Equateur, Pedro Paez Pérez, a fait à l'ONU une déclaration importante le 31 octobre dernier⁴. En opposition au « modèle d'intégration à l'échelle mondiale » défendu par le G20, il préconise un « modèle à l'échelle régionale ». Avec pour but de « se sortir de la logique de crise du dollar », à travers l'élaboration d'accords monétaires régionaux, la création de monnaies régionales ainsi que la mise sur pied de systèmes de crédits et de régimes de taux de change souples à l'intérieur de blocs régionaux⁵. Les pays du Sud devraient, pour cela, utiliser leurs réserves ou leurs



fonds souverains, s'ils en ont comme c'est le cas de la Chine, de l'Inde et des Etats du Golfe. La récente décision de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3) de créer un mécanisme régional de financement commun afin d'assurer la stabilité financière régionale, représente un premier pas dans ce sens.

Pour Pedro Paez Pérez, c'est uniquement de cette manière que le Sud pourrait réduire le besoin artificiel en dollars des marchés financiers et du commerce régional ainsi que le besoin concret de réserves monétaires. De telles mesures conduiraient, en outre, à l'émergence d'« un sentiment d'identité régionale, de responsabilité régionale et de partage d'intérêts régionaux communs ». En Amérique latine, il recommande de se fonder sur la « nouvelle architecture financière régionale » décidée par les ministres des finances de sept pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela) dans la déclaration de Quito, le 3 mai 2008. Il encourage également le lancement d'« une campagne diplomatique internationale », afin de conclure, en parallèle, des accords similaires dans d'autres régions du monde.

Alterdéveloppement

Cette proposition de l'Equateur mérite d'être sérieusement étudiée et prise en compte par les dirigeants des pays du Sud, petits et grands. Elle constitue un excellent exemple de réflexion stratégique, novatrice et réaliste, venant du Sud. Fondée sur le principe de l'« apprentissage par la pratique », elle cherche à instaurer la confiance à travers un « processus collégial » entre les pays des trois régions du Sud (Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes).

En outre, comme le précise Pedro Paez Pérez, elle est « orientée vers un autre type de développement et vers de nouvelles relations entre les Etats, les entreprises capitalistes et l'éventail hétérogène des économies populaires (petites et moyennes entreprises, structures de communauté et de coopérative, etc.) ».

Plutôt que de voler au secours du FMI et des économies sinistrées du Nord, c'est dans ce genre de développement que les capitaux des pays émergents devraient s'investir, contribuant ainsi à

élargir la capacité collective des pays en développement à dessiner leur avenir.

Bretton Woods II

Troisièmement, les pays du Sud devraient initier un processus vers une nouvelle architecture financière internationale et une nouvelle gouvernance économique mondiale. La crise financière a changé profondément la donne. Quels que soient les résultats de la Conférence de l'ONU sur le financement du développement, qui s'est tenue début décembre à Doha, il est clair que le temps est venu de convoquer une sorte de nouvelle conférence de Bretton Woods. Elle devrait avoir lieu quelque part dans le Sud – pourquoi pas à Pékin ? Son objectif devrait être de remettre les bœufs devant la charrue, c'est-à-dire d'inverser la tendance actuelle à la financiarisation de l'économie et du développement, de telle façon que les politiques de financement soient conçues et que les marchés financiers fonctionnent à partir d'une perspective de développement. Cela implique une démocratisation des structures de décision, un contrôle accru des marchés, une nette amélioration de la supervision et de la réglementation des institutions financières internationales (notamment du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire) ainsi

que des institutions privées de crédit et de flux des capitaux (fonds de placement spéculatifs, fonds de capital-investissement et agences de notation). Pendant la période de transition nécessaire à la mise en place des nouvelles structures de gouvernance économique mondiale, les institutions de Bretton Woods devraient être responsables devant le Conseil économique et social des Nations Unies.

Yash Tandon

Texte composé d'extraits de ses éditoriaux parus dans les numéros 24 à 27 (octobre-novembre 2008) du *South Bulletin – Reflections and Foresights*, choisis et mis en forme par Michel Egger

1. Sis à Genève, le South Centre est un *think tank* intergouvernemental de pays en développement.
2. *International Herald Tribune*, 24 octobre 2008.
3. Les 20 plus importants pays industrialisés et émergents de la planète se sont réunis le 15 novembre à Washington, à l'invitation du président des Etats-Unis Georges Bush.
4. www.un.org/ga/president/63/interactive/gfc/pedro_p.pdf
5. Voir son « Programme pour le Sud » in : *South Bulletin: Reflections and Foresights*, No 27, 16 novembre 2008.

